

Livre Vert de la Commission des Communautés Européennes

L'INTERCONNEXION DES REGISTRES DU COMMERCE

SEC(2009)1492

Prise de position du Registre de commerce et des sociétés de Luxembourg

SOMMAIRE

1.	La coopération entre registres du commerce européens	3
1.1.	Le contenu de la coopération	3
1.2.	Les instruments de la coopération	3
2.	Constat des insuffisances du système actuel de la coopération	4
3.	Les évolutions récentes	5
4.	Demande de prise de position de la commission européenne	5
4.1.	Accès à l'information: le réseau des registres du commerce	5
4.2.	Coopération des registres du commerce dans le cadre d'opérations transfrontalières de fusion ou de transfert de siège	6
5.	Le registre de commerce et des sociétés de Luxembourg	8

En date du 4 novembre 2009, la commission des communautés européennes a présenté son livre vert portant sur l'interconnexion des registres du commerce (COM(2009)614 final). Par le biais de ce livre vert, *la commission européenne souhaite lancer une consultation publique portant sur les possibilités d'améliorer la coopération entre registres du commerce.*

La commission des communautés européennes a invité les parties intéressées à prendre position sur un certain nombre d'options qu'elle se propose d'étudier dans le contexte de l'amélioration de la coopération entre registres du commerce.

Nous avons l'honneur de présenter ci-après, la position du Registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

1. La coopération entre registres du commerce européens

1.1. Le contenu de la coopération

Les registres du commerce européens coopèrent actuellement sur deux plans différents:

- **En ce qui concerne l'échange d'informations légales et financières entre registres du commerce en dehors des exigences légales communautaires.**

A l'heure actuelle, il n'existe aucune réglementation contraignante concernant l'aspect transfrontalier de la mise à disposition des informations émanant des registres du commerce (par exemple en cas de transfert transfrontalier de siège). Les registres sont dès lors libres d'organiser les flux des informations sur une base contractuelle et selon une forme et une structure qui leur semblent appropriées.

- **En ce qui concerne l'échange d'informations officielles bi- ou multilatérales entre registres du commerce dans le cadre des exigences légales communautaires.**

Cette communication est notamment requise dans le domaine du transfert transfrontalier du siège de sociétés européennes, sociétés coopératives européennes voire de groupements européens d'intérêt économique et dans le cadre des fusions transfrontalières de sociétés. En matière d'échange de communications officielles, les registres du commerce doivent respecter des dispositions réglementaires tant européennes que nationales précises. En outre, tant l'expéditeur des messages que le destinataire sont en principe les registres du commerce eux-mêmes, dans le sens de la 1ère directive européenne sur les sociétés. Dans certains pays la communication doit être assurée non pas auprès d'un seul registre national mais directement avec les registres territorialement compétents, c'est-à-dire les registres locaux.

1.2. Les instruments de la coopération

A l'heure actuelle, la collaboration multilatérale entre les registres du commerce européens est formalisée au niveau de deux entités:

- le regroupement des institutions nationales officielles représentant les registres du commerce nationaux au sein du forum des registres du commerce européens (ECRF – European Commerce Registers' Forum). L'ECRF ne bénéficie pas de la personnalité juridique, la participation à l'ECRF est volontaire et facultative, la qualité de membre étant attribuée sur base d'une décision prise par l'assemblée générale des membres de l'ECRF. Le critère principal pour pouvoir devenir membre de l'ECRF est que l'institution candidate doit être l'instance officiellement en charge du registre du commerce sur le plan national. Sont dès lors regroupées au sein de l'ECRF, les institutions nationales officielles représentant les registres du commerce nationaux. Les membres de l'ECRF se réunissent en principe une fois par an en marge de la conférence annuelle de l'ECRF afin de discuter de sujets et de problèmes d'intérêt commun. Les décisions sont prises par les membres de l'ECRF au cours de l'assemblée générale des membres. La participation à l'ECRF n'est pas limitée aux seuls pays membres de l'Union européenne.

- l'interconnexion électronique des registres du commerce est réalisée essentiellement à travers le réseau européen des registres du commerce (EBR – European business register) qui distribue, à l'heure actuelle, certaines informations officielles légales et financières émanant des registres du commerce européens. Les institutions membres de l'EBR ne sont pas forcément les mêmes que celles qui sont membres de l'ECRF et représentent dans certains cas, des institutions ou sociétés commerciales de droit privé chargées par leur état respectif de la mise à disposition et de la distribution des informations légales ou financières émanant des registres du commerce. On constate dès lors une grande disparité entre les différents membres de l'EBR en ce qui concerne le caractère de la représentativité nationale des registres du commerce. De plus, l'offre d'information mise à disposition par les différents membres de l'EBR varie également en fonction des différents pays et ne répond pas à un standard commun obligatoire. En outre, la plateforme informatique actuellement en place ne permet pas l'échange entre registre du commerce d'informations exigées dans le cadre de la législation européenne.

2. Constat des insuffisances du système actuel de la coopération

Force est de constater qu'il existe des discordances et insuffisances entre les instruments actuels de la coopération entre registres du commerce et la substance sur laquelle porte cette coopération.

En effet, l'ECRF regroupe bien les institutions officielles représentant les registres du commerce mais ne bénéficie pas de la personnalité juridique et ne dispose pas des ressources humaines et financières nécessaires permettant la mise en place d'une structure adéquate pouvant effectuer la facilitation des échanges de communication officielle entre registres du commerce. Toute initiative prise dans le cadre de l'ECRF visant à renforcer ou améliorer la coopération entre registres ne peut forcément qu'être prise sur base d'un accord informel et volontaire entre les membres de l'ECRF. Par contre, l'ECRF est à l'heure actuelle la seule entité permettant aux institutions représentant les registres du commerce européens de se rencontrer et de discuter de centres d'intérêt ou de certains problèmes communs.

L'EBR a réussi à mettre en place un réseau d'interconnexion électronique permettant la mise à disposition d'informations légales émises par les registres du commerce et constitue le seul réseau opérationnel existant à l'heure actuelle dans ce domaine. L'EBR présente néanmoins un certain nombre d'inconvénients si l'on souhaite dépasser le seul cadre de la mise à disposition et de diffusion d'informations légales et d'intégrer notamment l'échange d'informations légales officielles entre registres du commerce. La plateforme électronique actuelle n'est pas encore en mesure de prendre en charge les flux de communication officielle entre registres.

De plus, les registres de commerce ne sont pas tous représentés au niveau de l'EBR et certains membres de l'EBR sont des sociétés commerciales de droit privé. L'échange de communications officielles ne peut dès lors être assuré entre les seuls membres de l'EBR.

3. Les évolutions récentes

Les membres de l'EBR ont pris conscience des insuffisances du système actuel et ont décidé en 2009 d'apporter des améliorations à l'architecture actuelle de leur plateforme électronique en vue notamment d'y intégrer certaines initiatives réalisées par le projet BRITE. Cette nouvelle plateforme devrait être opérationnelle à l'horizon 2012 et devrait permettre plus particulièrement l'implémentation de composants nécessaires à l'échange de communications officielles comme par exemple le 'Directory of Registers', le 'Central Name Index' ou encore le numéro identifiant unique (REID). L'EBR disposera dès lors, à terme, de la technologie nécessaire à satisfaire les différentes exigences en termes tant de mise à disposition de l'information légale et financière que de l'échange de communications officielles entre registres. Plus rien ne s'oppose dès lors à ce que l'EBR devienne l'instrument technique prenant en charge les différents domaines de l'interconnexion des registres.

Il n'en reste pas moins que les questions relatives à la représentativité de certains membres de l'EBR restent ouvertes.

4. Demande de prise de position de la commission européenne

4.1. Accès à l'information: le réseau des registres du commerce

Les parties intéressées sont invitées à dire si, de leur point de vue:

- un réseau amélioré des registres du commerce des États membres est nécessaire;
- les modalités d'une telle coopération devraient être arrêtées dans le cadre d'un «accord de gouvernance» conclu entre des représentants des États membres et les registres du commerce;
- il y aurait une valeur ajoutée dans le fait de connecter, à long terme, le réseau des registres du commerce au réseau électronique créé en vertu de la directive sur la transparence, où est conservée l'information réglementée sur les sociétés cotées.

Si elles estiment que les mesures envisagées ci-dessus ne sont appropriées, les parties intéressées sont invitées à expliquer les avantages que présenterait une autre solution ou, le cas échéant, le statu quo. Elles sont également invitées à expliquer, éléments de preuve à l'appui, l'impact potentiel de ces mesures ou des autres solutions proposées en termes de rapport coût-bénéfice, y compris en ce qui concerne la simplification et la réduction des charges administratives.

■ Nécessité d'un réseau amélioré des registres du commerce des États membres.

Dès lors que l'EBR entreprend une mise à niveau de sa plateforme électronique (EBR 3.0) permettant de remplir les différentes exigences en mettant, d'un côté, à disposition du public l'information légale et financière émanant des registres du commerce, et en facilitant, d'un autre côté, la communication officielle entre registres, rien ne s'oppose à ce que l'EBR reste l'outil de l'interconnexion entre registres du commerce. Cette plateforme aura l'avantage d'avoir été développée sur mesure par des professionnels du domaine des registres du commerce pour répondre aux exigences et contraintes de l'environnement de travail des registres du commerce. Aucun autre outil ni autre réseau ou service ne pourra mieux couvrir les besoins d'interconnexion des registres de commerce.

- **Les modalités d'une telle coopération devraient être arrêtées dans le cadre d'un «accord de gouvernance» conclu entre des représentants des États membres et les registres du commerce.**

La coopération entre registre du commerce portant sur l'aspect de l'échange de communications officielles doit être formalisée afin de garantir la valeur et la sécurité juridique de cet échange d'informations légales. Un tel formalisme pourrait être envisagé entre les membres de l'ECRF quelque soit leur statut du moment qu'ils représentent les registres du commerce compétents, sur base d'un 'agreement of understanding' portant acceptation des communications bi- ou multilatérales entre registres du commerce.

- **Connexion, à long terme, du réseau des registres du commerce au réseau électronique créé en vertu de la directive sur la transparence, où est conservée l'information réglementée sur les sociétés cotées.**

Ceci doit être étudié sur base de l'expérience acquise. Pour l'heure la priorité doit rester portée sur le développement du réseau EBR.

4.2. Coopération des registres du commerce dans le cadre d'opérations transfrontalières de fusion ou de transfert de siège

Les parties intéressées sont invitées:

- à dire quelle solution ou combinaison de solutions a leur préférence aux fins de faciliter la communication entre les registres du commerce dans le cadre d'opérations transfrontalières de fusion ou de transfert de siège;
- si elles sont favorables à la solution proposée concernant la transmission d'informations sur les succursales étrangères.

Si elles estiment que les mesures envisagées ci-dessus ne sont appropriées, les parties intéressées sont invitées à expliquer les avantages que présenterait une autre solution ou, le cas échéant, le statu quo. Elles sont également invitées à expliquer, éléments de preuve à l'appui, l'impact potentiel de ces mesures ou des autres solutions proposées en termes de rapport coût-bénéfice, y compris en ce qui concerne la simplification et la réduction des charges administratives.

- **Quelle solution ou combinaison de solutions est préférable aux fins de faciliter la communication entre les registres du commerce dans le cadre d'opérations transfrontalières de fusion ou de transfert de siège;**

Le réseau EBR constitue déjà un outil performant dans la mise à disposition d'informations légales et financières. Les travaux préliminaires effectués par le consortium BRITE et la mise à niveau prochaine de la plateforme électronique devraient permettre l'intégration et la facilitation des services d'échange des communications légales entre registres par le biais de l'EBR. L'EBR constituerait ainsi l'outil de référence en matière d'interconnexion des registres du commerce répondant à l'ensemble des besoins en matière d'échange d'informations entre registres.

Le réseau EBR a le net avantage de constituer un outil développé par des professionnels connaissant

parfaitement le domaine d'activité des registres visant à répondre aux besoins spécifiques des registres du commerce. Aucun autre réseau existant à l'heure actuelle ne pourra mieux assurer les différents services d'interconnexion.

Afin de développer son efficacité maximale, l'ensemble des institutions gérant les registres du commerce européens devraient devenir membres de l'EBR.

■ **Solution proposée concernant la transmission d'informations sur les succursales étrangères.**

La transmission d'informations entre registres du commerce portant sur la tenue à jour du lien existant entre une succursale et la société située sur le territoire d'un autre Etat relève d'une grande importance pour la bonne tenue des registres du commerce. En effet, étant donné la compétence purement nationale et territoriale des registres du commerce, les registres n'ont pas les moyens sur le plan national de vérifier l'existence du lien entre une succursale et la société située sur le territoire d'un autre Etat. Une telle surveillance ne peut être garantie que moyennant une coopération entre les registres et un échange d'informations concernant les changements intervenant dans le lien entre une succursale et la société. Un tel service de communication est déjà opérationnel entre un nombre limité de registres du commerce et peut être étendu aux autres membres de l'EBR qui souhaitent se raccorder au service existant sur une base volontaire.

Afin de garantir le bon fonctionnement de ce service de communication et d'y inclure l'ensemble des registres européens, il peut être avantageux de réglementer cette coopération sur base de la onzième directive européenne.

5. Le registre de commerce et des sociétés de Luxembourg

Le registre de commerce et des sociétés de Luxembourg (ci-après 'RCS') a été créé en 1909.

Jusqu'en 2003, le RCS fonctionnait au sein des Tribunaux d'arrondissement de Luxembourg et de Diekirch.

Le RCS a été réformé par la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés et les comptes annuels des entreprises. A ce jour, le RCS fonctionne sous l'autorité du ministre de la Justice. La gestion du RCS est confiée à un groupement d'intérêt économique de droit luxembourgeois regroupant l'Etat luxembourgeois, la Chambre de Commerce du Grand-Duché de Luxembourg et la Chambre des Métiers.

Il n'existe qu'un seul registre de commerce sur le territoire luxembourgeois dont les bureaux sont situés dans la commune de Luxembourg et de Diekirch.

Au 31.12.2009, 120.396 personnes étaient immatriculées au RCS dont 99 809 sociétés commerciales.

Pratiquement toutes les formalités de dépôt peuvent être effectuées en ligne par le biais d'une plateforme internet. Tous les documents déposés et numérisés sont consultables en ligne. Le RCS est actuellement en train de numériser l'ensemble de ses archives papier afin de les rendre consultables en ligne.

Registre de commerce et des sociétés
Centre administratif Pierre Werner
13, rue Erasme
L-1468 Luxembourg
T : + (352) 26 42 85 1

Adresse postale :
RCSL
L-2961 Luxembourg
